

NOTE
A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : questions d'actualité SIG

1. Intervention du 14 juillet

⇒ 62% des Français n'ont pas entendu parler de l'intervention présidentielle du 14 juillet.

Les jeunes s'en sont largement désintéressés (75%), ainsi que les sympathisants FN (72%) et les « sans sympathie partisane » (72%). A l'inverse les plus âgés et les sympathisants de gauche ont davantage suivi l'intervention (49% et 51%).

⇒ Parmi ceux qui ont suivi l'intervention (qui peuvent bénéficier d'un biais positif), les jugements sont partagés : 16% estiment que le Président a « *bien expliqué les réformes engagées* » contre 22% à avoir le sentiment inverse ; 18% jugent qu'il a « *montré sa volonté de réformer la France* » contre 20% non.

Les jugements sont plus positifs à gauche (27% contre 13%) ; nettement plus négatifs parmi les sympathisants de droite qui l'ont suivi (9% estiment qu'il a bien expliqué les réformes contre 31% non).

L'image présidentielle semble quant à elle avoir moins marqué : 15% ont jugé que le Président a « *adopté une posture plus présidentielle* » contre 23% non ; avec là encore un fort clivage partisan.

⇒ Le décalage principal concerne la tonalité de l'intervention : le Président a été jugé « *trop optimiste* » par 73% de ceux qui l'ont vu, contre 8% « *trop pessimiste* » et 17% « *comme il faut* ». Même à gauche, une majorité (58%, dont 50% des sympathisants PS) a jugé le Président trop optimiste.

On retrouve un thème qui revient fréquemment dans les verbatims : l'optimisme du Président est moins perçu à ce stade comme du volontarisme que comme un sentiment d'incompréhension de la réalité vécue par les Français.

2. La perception du vivre-ensemble : une société divisée et en proie à des tensions ; des doutes sur l'opportunité d'interdire une manifestation

⇒ 15% des Français estiment que les différentes communautés qui composent la société française vivent « *ensemble, en bonne entente* » ; 39% « *ensemble, avec des tensions* » ; 10% « *séparées, en bonne entente* » et 34% « *séparées, avec des tensions* ».

54% des Français jugent ainsi que les groupes composant la société vivent « *ensemble* » contre 44% « *séparés* » ; et 73% estiment qu'il existe « *des tensions* » entre ces groupes. Ces résultats sont stables par rapport à octobre dernier (54% et 72% dans un sondage BVA pour le CSP).

Les sympathisants de droite et d'extrême droite sont nettement plus enclins à juger que la société est composée de communautés vivant séparés et avec des tensions, que ceux de gauche.

⇒ Dans ce contexte, les débordements qui ont eu lieu lors des manifestations de dimanche reflètent pour 54% des Français, « *les tensions généralisées qui existent déjà dans la société* », plutôt « *qu'une radicalisation de certains groupes en raison du conflit actuel* » (41%).

Ces événements semblent donc être vus par une majorité de Français à travers une représentation préexistante d'une société en voie de fragmentation, plutôt qu'à travers le contexte du conflit israélo-palestinien.

Les catégories populaires sont nettement plus enclines à partager l'avis majoritaire (61%), ce qui renvoie à leur sensibilité plus importante à ces tensions liée à leur insécurité économique et identitaire.

⇒ L'interdiction « *d'une manifestation d'associations pro-palestiniennes en soutien aux habitants de la bande de Gaza (...) afin d'éviter les risques de troubles à l'ordre public* » suscite l'approbation de 44% des Français, contre 54% qui la désapprouve.

Eu égard à l'attachement habituellement manifesté par les Français concernant la liberté d'expression, cette opposition semble relativement faible. A noter cependant que les sympathisants de gauche sont nettement plus opposés à la décision d'interdiction (60%, dont 65% des sympathisants PS) que ceux de droite (55% approuvent l'interdiction, dont 52% à l'UMP et 59% au FN).

3. Condamnation d'une ancienne candidate du FN

⇒ 53% des français jugent que « *la condamnation d'une ancienne candidate du FN à 9 mois de prison ferme pour avoir comparé Christiane Taubira à un singe* » est « *inadaptée* », contre 46% « *adaptée* ».

Derrière ce relatif équilibre existent des clivages importants : les plus âgés condamnent clairement cette sanction (67% des plus de 65 ans) ainsi que la droite (69%, et 76% des sympathisants FN). A gauche, 66% approuvent cette sanction (et 71% des sympathisants PS). Les sympathisants du centre sont partagés à 50/50 sur la question.

4. La diminution des impôts : une crédibilité qui augmente mais reste très minoritaire.

⇒ Parmi les français assujettis à l'IR, 11% pensent que « *leurs impôts vont diminuer en 2015* ». A titre de comparaison, ce chiffre s'élevait à 3% en septembre 2013 (juste après le début de la polémique sur le « *ras le bol fiscal* »).

Ceux qui pensent que leurs impôts vont diminuer sont surtout les personnes âgées (16% des plus de 65 ans), les non diplômés (16%), et les sympathisants de gauche (17%).

A l'inverse, 24% pensent que leurs impôts vont rester stables, et 63% qu'ils vont augmenter (contre 78% en septembre 2013). Une majorité de sympathisants de gauche partagent cet avis (51%), mais surtout des sympathisants UDI (67%), UMP (76%), et FN (69%).

5. Réforme territoriale : une adhésion qui se stabilise

⇒ L'adhésion au nouveau découpage des régions, qui avait culminé à 55% à la mi-mai avant de s'effriter progressivement jusqu'à atteindre 48% mi-juin, s'est stabilisée. Après le dévoilement par les parlementaires PS de leur nouvelle carte, 50% des français déclarent « *approuver le nouveau découpage des régions* ».

Autant que la taille de l'échantillon permet de le voir, l'opposition semble plus forte dans le nord-est de la France (à 55%) et dans les communes rurales (à 52%).

Politiquement, l'adhésion est stable à gauche (57%, dont 67% au PS). Elle s'élève à 56% à l'UDI, et 41% à l'UMP. Les sympathisants FN sont les plus opposés à cette réforme, à 64%.

⇒ Alors que les Français expriment régulièrement leur désir d'aller vite dans les réformes, ils semblent comprendre que la réforme territoriale nécessite un délai de consultation. 65% pensent ainsi qu'il « *est normal que ce débat prenne du temps car les avis des élus concernés sont forcément divergents* ». Au contraire, 33% pensent qu'il « *n'est pas normal que le débat prenne du temps, car cela reflète une mauvaise préparation de la réforme* ».

A l'exception du FN, divisé à 50/50, toutes les sensibilités politiques penchent pour la concertation. Les catégories populaires sont toutefois plus enclines à demander des décisions rapides (40%, contre 30% des CSP+).

Adrien ABECASSIS